

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 12/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE

Z.I Les Blaches
170, rue de l'Industrie
26270 Loriol-sur-Drôme

Référence : 20231004-RAP-DAEN0929
Code AIOT : 0006102595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE implanté Z.I Les Blaches 170, rue de l'Industrie 26270 Loriol-sur-Drôme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'un épisode sécheresse qui a entraîné le placement du bassin de la vallée de la Drôme en alerte renforcée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE (ex SINIAT)
- Z.I Les Blaches 170, rue de l'Industrie 26270 Loriol-sur-Drôme
- Code AIOT : 0006102595
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ETEX de Loriol-sur-Drôme fabrique et stocke du polystyrène expansé pour le bâtiment (construction et isolation). Ce site est soumis à autorisation au titre des rubriques 2661 (transformation de polymères) et 2662 (stockage de polymères).

Le site est composé de deux usines :

- une usine « basse » où sont effectués l'expansion et le moulage du polystyrène ;
- une usine « haute » où sont réalisés la découpe par fil chaud du polystyrène et son collage avec des plaques de plâtre. Il existe aussi dans cette même usine un stockage du polystyrène expansé produit.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation de l'eau – sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Prescriptions complémentaires en vue de fixer le volume maximum prélevable sur le site et le cas échéant les mesures d'économie d'eau à réaliser.	60 jours
3	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 06/04/2022, annexe 1 – mesures de gestion et de limitation des usages adaptées à la situation de la ressource en eau	Mise en demeure, respect de prescription (Élaboration du PSH)	15 jours
4	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article Annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription (Élaboration du PSH)	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.4.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation plutôt ancien (1996). Les prescriptions de cet arrêté doivent être adaptées aux épisodes sécheresse de plus en plus fréquents. L'exploitant a déjà engagé le travail et un PSH est en cours d'élaboration. Le site est actuellement soumis aux prescriptions de l'AP sécheresse du 17 août 2023 qui exige une réduction de 50 % de la consommation en alerte renforcée. L'industriel n'est pas en mesure d'atteindre cet objectif sans arrêt de production. La consommation est de 570 m³ au jour de l'inspection et devrait atteindre 700 m³ environ à la fin du mois. Le volume prélevé à atteindre en alerte renforcé est de 550 m³ pour un niveau de consommation mensuel en fonctionnement normal d'environ 1 100 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.4.1.2

Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau

Prescription contrôlée :

L'utilisation d'eaux pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. L'alimentation en eau, assurée par le réseau public et par forage privé sera munie d'un dispositif de mesure totaliseur ; le relevé sera fait mensuellement, et les résultats seront inscrits sur un registre.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.

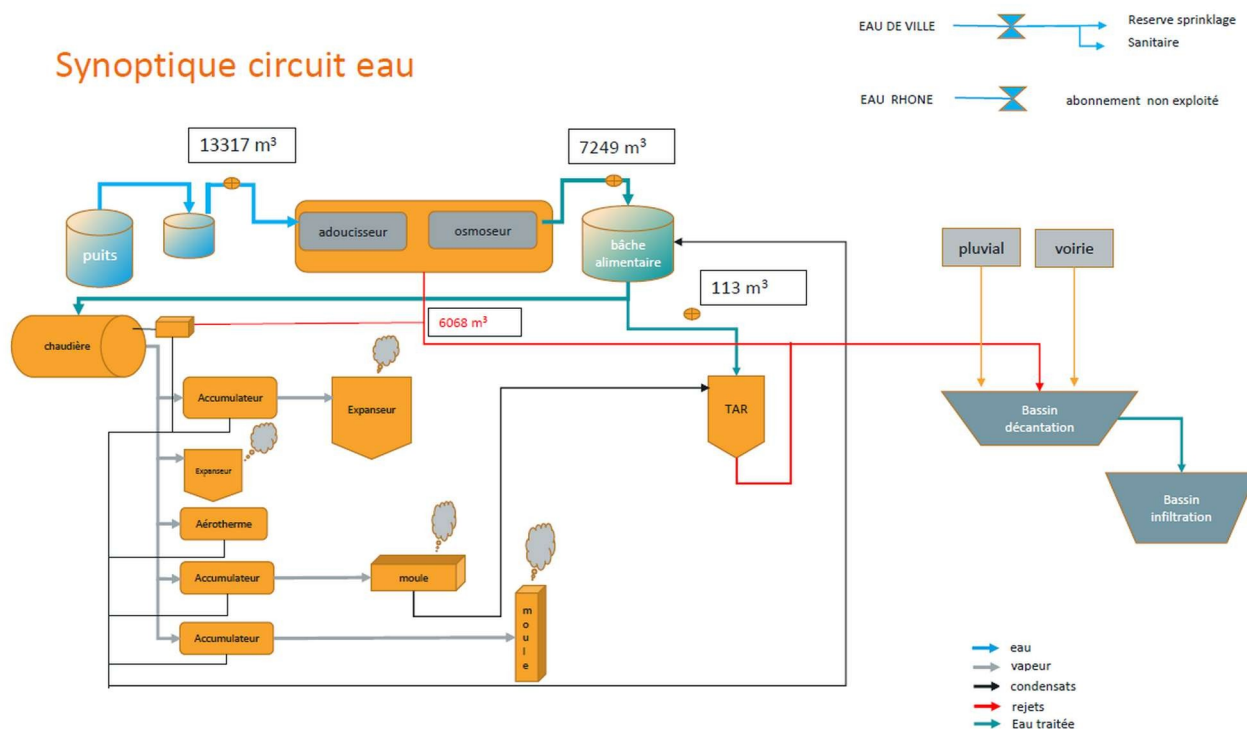
Constats :

Des dispositions techniques ont été prises sur le site permettant de limiter la consommation d'eau (cf synoptique ci-dessous) :

- mise en place d'une nouvelle chaudière en 2014 ;
- installation d'un osmoseur ;
- récupération des condensats pour alimenter la TAR et réinjectés dans le circuit au niveau de la bache d'alimentation de la chaudière.

L'exploitant effectue un relevé mensuel de ses consommations de l'eau souterraine. Les relevés sont faits de manière hebdomadaire depuis la parution de l'arrêté sécheresse.

Synoptique circuit eau



Type de suites proposées : Conforme. Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral. L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie. Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application de l'article R. 211-71 du code de l'environnement. Ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.
Constats : L'arrêté d'autorisation ne dispose pas de prescriptions relatives à la quantité d'eau prélevable dans la nappe, ni de nature à répondre à une situation de sécheresse. Impacté par l'alerte renforcée sur le bassin de la vallée de la Drôme (AP sécheresse du 17 août 2023), l'exploitant travaille sur l'élaboration d'un PSH. Parmi les pistes explorées, l'exploitant effectue des travaux sur une vanne proportionnelle de régulation qui pourrait produire un gain de 16 % de consommation d'eau. Plusieurs autres pistes sont à l'étude : <ul style="list-style-type: none">– recyclage des eaux du bassin eaux pluviales –étude faisabilité à mener vigilance qualité (Véolia) ;– recyclage des eaux de purges (Véolia) ;– période d'arrêts pour fermeture annuelle et surcapacité (T10/T11) arrêt sur opportunité ;– utilisation de l'alimentation en eau du Rhône. (Étude faisabilité à mener) ;– optimisation cycle de purge osmoseur ;– travaux entretien chaudière à reporter sur décembre 2024 (nécessité de vidange). A noter par ailleurs que près de 50 % de la consommation correspond aux vidanges Adoucisseur/osmoseur. Cet équipement doit garantir une certaine qualité de l'eau utilisée dans la chaudière pour des questions de sécurité. Les vidanges sont déclenchées à partir d'un certain taux de conductivité. Cette eau est en grande partie restituée au milieu par infiltration. Il pourrait donc être considéré une consommation nette de 13 300 m ³ moins 4 000 m ³ environ restitués par infiltration soit entre 9 000 et 10 000 m ³ . La DREAL actualisera l'AP du site après avoir examiné le dossier de l'exploitant dans lequel il présentera notamment les améliorations envisageables sur le process de l'usine pour réaliser des économies d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, annexe 1 – mesures de gestion et de limitation adaptées à la situation de la ressource en eau
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions
Prescription contrôlée : Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3 ^e critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
Constats : La consommation moyenne du site est de 13 000 m ³ /an. L'exploitant souhaite demander une exemption prévue par l'arrêté susvisé et correspondant au cas 3 du PSH. Le PSH devra être rendu à l'inspection de l'environnement dans un délai de 15 jours. Il comprendra notamment une étude technique détaillant l'usage de l'eau dans le process et les possibilités techniques existantes permettant d'optimiser la consommation. Il est proposé au préfet de la Drôme de mettre en demeure l'exploitant de transmettre son PSH sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse
Prescription contrôlée : Alerte renforcée – Activation du NIVEAU 3 des mesures de limitation des prélèvements d'eau Réduction de la consommation d'eau d'eau de 50 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse. La consommation annuelle de l'établissement est faible (<1 000 m ³ /an dans le milieu ou <7 000 m ³ /an prélevé à partir du réseau AEP et milieu). L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique). L'exploitant prélève dans le Rhône ou l'Isère.
Constats : La consommation d'eau en alerte renforcée, correspondant à 50 % de la consommation moyenne sur une année hors période sécheresse, est de 550 m ³ . La consommation au moment de l'inspection est de 570 m ³ et devrait atteindre environ 700 m ³ à

la fin du mois de septembre. Le site est donc non conforme.

L'exploitant a cherché à réduire la consommation en arrêtant un poste sur trois. Au final, cette solution est contre-productive puisque la consommation est passée de 28 l/m³ de moulé à 49 l/m³. Il faudrait passer à une semaine d'arrêt/une semaine de production voire 2 semaines d'arrêt/2 semaines de production pour avoir un gain permettant de tenir l'objectif de 50 %. Cette solution pourrait aboutir à du chômage partiel dans une période où le marché connaît quelques difficultés avec une baisse non significative de la production.

La société ETEX doit finaliser son PSH et démontrer qu'elle a mis en place les technologies permettant d'optimiser sa consommation ainsi que les possibilités techniques encore envisageables. A défaut, les prescriptions de l'arrêté sécheresse susvisé qui impose une réduction de la consommation de 50 % seront applicables.

Il est donc proposé au préfet de la Drôme de mettre en demeure l'exploitant de transmettre son PSH sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours